

Série noire pour le CD&V dans la coalition suédoise

MAJORITÉ Les chrétiens-démocrates vont de semi-reculs en demi-échecs

- La suédoise sort renforcée d'un mois de juillet où elle a engrangé.
- Reste le « cas » CD&V.
- Qui ne marque pas de points.

Les chrétiens-démocrates flamands sont-ils « malheureux » dans la coalition suédoise, comme le dit Laurette Onkelinx samedi dans *Le Soir*? On voit tout l'intérêt pour l'opposition de répandre l'idée selon laquelle le CD&V avale les couleuvres. Reste que l'idée avance toute seule. Elle émaillait les conversations dans les couloirs à la Chambre. Au sein de la suédoise, le CD&V apparaît comme le partenaire qui va de semi-reculs en demi-échecs, de Canossa à Canossa.

1 Pas d'extension du salaire garanti. Dernier épisode : le renoncement du gouvernement fédéral à étendre à deux mois le salaire garanti en cas d'incapacité de travail, pour les ouvriers et les employés. Kris Peeters, vice-Premier CD&V, ministre de l'Emploi, l'a annoncé lundi dans les colonnes du *Morgen* et de *Het Laatste Nieuws*. Une décision prise la semaine dernière en la feu des discussions sur l'ajustement budgétaire et le tax shift. Les chrétiens-démocrates renvoient à Maggie De Block, VLD, ministre en charge des Affaires sociales. Qui renvoie à... Kris Peeters, et à l'Emploi. Le boomerang ne revient pas moins invariablement vers le CD&V, qui est en principe le gardien du social au sein de la coalition. Les organisations patronales se félicitent, les syndicats déplorent, la CSC se tourne vers... le CD&V.

2 Tax shift, pensions, index... Avant cela, le parti de Wouter Beke, président, et Kris Peeters, vice-Premier, a dû justifier auprès de sa composante progressiste d'avoir défendu le saut d'index, soutenu le report à 67 ans de l'âge légal de la pension, autorisé les visites domiciliaires pour les chômeurs, admis que

En novembre 2013 à Lommel : le CD&V en campagne électorale. Devant, de gauche à droite : Wouter Beke, Kris Peeters, Pieter De Crem, Marianne Thyssen, Koen Geens. © BELGA

l'on procède par économies liées dans les pouvoirs publics, que l'on réduise les compléments chômage pour les travailleurs à temps partiel, que la sollicitation du capital dans le « tax shift » soit très peu spectaculaire... Une nuée de couleuvres – si elles volaient.

Même s'ils ne sont pas forcément les gauchistes rentrés que l'on décrit parfois (les années Martens-Gol, trois sauts d'index et le reste, furent aussi les années Martens...), et que la composante droitiste a du poids parmi eux, l'impression dominante aujourd'hui est celle-ci : les chrétiens-démocrates dégustent.

3 Les comptes publics. On dit aussi les chrétiens-démocrates pas rassurés par la façon dont on traite(trait) les comptes

FAUX DÉPART

Pourquoi ont-ils renoncé au « Seize » ?

Déterminant, après les élections de mai 2014, dans la mise en place d'une coalition intégrant la N-VA et évinçant les socialistes, le CD&V a pris part à la suédoise un peu à reculons en septembre lorsque, contre toute attente, il a refusé le poste de Premier ministre pour Kris Peeters, lui préférant celui de Commissaire européenne pour Marianne Thyssen. On a tout dit et tout écrit à ce propos : Marianne Thyssen était une intouchable dans la grande famille ; les chrétiens-démocrates flamands ne voulaient pas du « Seize » afin de garder les mains libres dans la coalition ; au fond ils ne croient plus dans la Belgique, etc. Le mystère subsiste. Et la question demeure : pourquoi donc Kris Peeters, chef du gouvernement flamand jusqu'alors, a-t-il renoncé en septembre 2014 à se hisser à la direction du gouvernement du pays ? Toutes les réponses, à ce stade, restent insatisfaisantes. Reste que la participation du CD&V à la coalition fédérale a commencé par un pas de travers, ou de côté, ce qui n'est pas forcément la meilleure façon de marcher.

DCI

publics : la bourde à 600 millions d'euros (la facture aux Régions) du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), les tableaux budgétaires jugés parfois « approximatifs », au moins dans leur première mouture, du ministre du Budget, Hervé Jamar (MR), tout cela ne reconforte pas des chrétiens-démocrates qui se sont forgé – Leterme mis à part ? – une réputation de sérieux

aux commandes de la maison Belgique depuis des décennies.

4 La crise grecque. Ajoutez que le CD&V a peu goûté la sévérité de Johan Van Overtveldt lors de la crise gréco-européenne, où le ministre N-VA des Finances avait donné le ton pour la Belgique, apparaissant comme un « faucon » parmi les partenaires européens. Certes, le CD&V ap-

partient au groupe conservateur à l'échelle de l'Union, emmené par la CDU d'Angela Merkel. Mais enfin, la Dame de fer allemande est plus souvent citée en exemple à la N-VA qu'au CD&V. A fortiori dans une suédoise où les chrétiens-démocrates incarnent, un peu malgré eux, l'aile gauche de la majorité, appelés à « limiter les dégâts » face à la N-VA et au VLD.

Voilà le tableau fin juillet. Avec, paradoxalement, une suédoise renforcée et un CD&V affaibli. Relativement. Mais assez que pour laisser enfler les interrogations sur son sort dans la législature, son attitude à la rentrée, où il faudra « montrer les dents », comme le déclarait Kris Peeters dans *La Libre Belgique* samedi.

Les chrétiens-démocrates sont en pleine réflexion. Ils partent en vacances soucieux. Kris Peeters, du reste, ne quittera pas le pays, ou brièvement, dit-on. Il ne faut y voir aucun signe, soyons justes. N'exagérons rien. ■

DAVID COPPI